

[Afficher dans le navigateur](#)

Le leader du développement économique
des communautés francophones et acadienne

*Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate*

Ottawa, le 3 décembre 2021 - Le RDÉE Canada réagit à la publication de l'étude du Commissariat aux langues officielles sur la cible d'immigration francophone non atteinte

C'est avec émotion mais sans surprise que le RDÉE Canada a pris connaissance du tout dernier rapport du Commissariat aux langues officielles (CLO) du Canada portant sur la cible d'immigration francophone fixée au début des années 2000. L'un des objectifs du Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire, élaboré par le Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire (Comité directeur CIC-CFSM), prévoyait notamment que 4,4 % des immigrantes et immigrants admis chaque année à l'extérieur du Québec seraient d'expression française. Toutefois, cette cible n'a jamais été atteinte au terme de près de vingt ans d'activités. La cible avait été mise en place notamment afin de freiner la baisse du poids démographique de la population d'expression française en milieu minoritaire, qui était de 4,4 % selon le recensement de 2001 [selon les variables de la langue maternelle et de la première langue officiellement parlée (PLOP)].

Il va sans dire que ce déficit d'immigration a de graves répercussions pour toutes les communautés francophones en situation minoritaire au pays. La croissance et le développement continu des CFSM dépendent énormément de l'apport de l'immigration francophone. Il s'agit d'un potentiel humain dont les CFSM ont été privées. Les conséquences sont notables, notamment en ce qui a trait aux besoins non comblés en matière de main-d'œuvre et au point de vue de la représentation du poids économique et démographique des francophones au pays.

Jean-Guy Bigeau, président-directeur général du RDÉE Canada, se dit profondément inquiet des résultats contenus dans la publication du Commissariat aux langues officielles :

« La situation est inquiétante. À l'origine, la cible avait été établie conjointement par le gouvernement fédéral, les organismes du secteur et nos communautés. Ces dernières n'ont jamais envisagé que des années creuses se pointeraient à l'horizon, d'autant plus qu'une baisse importante de l'immigration francophone, qui atteignait un seuil de 1,5 % il y a six ans, a profondément marqué l'imaginaire collectif. Nous nous attendions à une remontée, à un progrès quelque part dans ce dossier. Or, rien

ne s'est concrétisé. Qui plus est, les deux dernières années ont été marquées par un ralentissement considérable en raison de la pandémie de COVID-19, conjuguée à une pénurie de main-d'œuvre et à des besoins persistants sur les marchés. Il y a de quoi être sidéré et se demander pourquoi les choses se sont passées ainsi. Nous devons essayer de trouver rapidement des solutions à cet état de fait. Nous ne pouvons pas nous contenter du statu quo. »

Depuis des décennies, on observe des baisses constantes et importantes du poids démographique de la population francophone au pays. Divers facteurs contribuent à cette situation. Le rapport du CLO vient donc confirmer ce que plusieurs craignaient : les politiques publiques mises en place dans les deux dernières décennies n'ont pas réussi à répondre aux besoins réels et actuels des communautés, des marchés et de la société canadienne dans son ensemble. Il importe de procéder rapidement au réajustement nécessaire. La société civile et les responsables politiques devront unir leurs forces pour remédier à la situation.

Le RDÉE Canada soutient d'autres acteurs de la francophonie canadienne, dont la [Fédération des communautés francophones et acadienne \(FCFA\)](#) du Canada, qui a publié tout récemment un communiqué sur le sujet. Nous partageons certaines de leurs inquiétudes quant au devenir des communautés francophones en situation minoritaire et au poids démographique de la population d'expression française au pays. Il est possible de consulter le communiqué de la FCFA en cliquant sur le lien suivant :

Lire le communiqué de la FCFA

Face à ces considérations, le RDÉE Canada formule les recommandations suivantes dans le but de remédier à la situation :

- Que l'honorable Sean Fraser, récemment nommé ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada (IRCC), s'engage résolument à augmenter substantiellement les niveaux d'immigration francophone dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM), et ce, dès 2022;
- Que le gouvernement libéral s'engage pleinement à élaborer et à adopter une politique en matière d'immigration francophone avec pour objectif explicite de rétablir le poids démographique des communautés francophones et acadiennes à son niveau de 2001 et, à terme, d'augmenter ce poids démographique, tout en donnant aux communautés l'autonomie et les ressources nécessaires pour effectuer à l'étranger la promotion, le recrutement et la sélection d'immigrantes et d'immigrants francophones ainsi que l'offre de services d'établissement par et pour les francophones partout au pays;
- Que le gouvernement soutienne et renforce les efforts d'intégration économique des immigrants francophones en améliorant les programmes actuels et en accordant du financement supplémentaire afin de corriger la situation.

Le RDÉE Canada est déterminé à travailler de concert avec le ministre responsable d'IRCC, le Ministère et ses partenaires pour contribuer à l'atteinte des objectifs originaux et pour collaborer à la réussite de l'intégration économique des nouveaux arrivants francophones, tant sur le plan de l'intégration professionnelle au marché du travail que de l'entrepreneuriat. L'élection récente d'un nouveau gouvernement est une très bonne occasion de redéfinir les approches. Nous pouvons ainsi réajuster le tir en vue de renverser la vapeur. Ensemble, nous pouvons trouver des solutions innovantes, porteuses de résultats concrets, afin d'assurer l'avenir de nos communautés.

La version intégrale de l'étude du commissaire aux langues officielles peut être consultée sur le site Web du Commissariat :

Lire l'étude du commissaire aux langues officielles

– 30 –



À propos du RDÉE Canada

Reconnu pour son expertise, le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) œuvre depuis plus de 25 ans pour favoriser le développement économique des communautés francophones et acadiennes en appuyant les actions collectives de ses membres et en assurant un leadership national fondé sur la collaboration et les partenariats.

Renseignements :

Élise Busa-Boyi

Gestionnaire des communications et marketing

Réseau de Développement Économique et d'Employabilité - RDÉE Canada

communication@rdee.ca | Tel: (613) 244-7308 poste 201. Cel.: 819-918-8640



Site Web Facebook Twitter LinkedIn Instagram YouTube

1, rue Nicholas, bureau 606

Ottawa (Ontario) K1N 7B7

Tél. : 613 244-7308

info@rdee.ca

[Se désabonner](#)

*Financé par le gouvernement du Canada par le biais
du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire*

Canada 